

Stop aux désavantages fiscaux pour les frontaliers!

OGBL
LCGB

Sans les plus de 200 000 frontalières et frontaliers qui montent chaque jour en voiture ou dans le train pour travailler au Luxembourg, l'économie luxembourgeoise s'effondrerait. Ils jouent un rôle important dans le développement économique du pays.

Néanmoins, l'attractivité du Luxembourg diminue. Non seulement la situation du trafic, mais aussi les tracasseries administratives, les discriminations persistantes en matière de prestations sociales, les restrictions par rapport au télétravail ou les charges fiscales supplémentaires poussent de nombreux frontaliers à réfléchir à deux fois avant de vouloir continuer à se rendre au Luxembourg tous les jours.

Ça suffit ! L'OGBL et le LCGB appellent le Ministère des Finances luxembourgeois et l'ensemble du gouvernement luxembourgeois à intervenir auprès de leurs homologues des pays voisins et à réviser les conventions fiscales existantes afin :

- d'agir contre toute pression fiscale supplémentaire et donc une perte de pouvoir d'achat
- de réaliser une harmonisation des règles applicables dans l'ensemble de la Grande Région, notamment en matière fiscale
 - Heures supplémentaires
 - Astreintes
 - Télétravail
- de supprimer les contrôles inutiles aux frontières et respecter pleinement l'accord de Schengen



Pour soutenir ces revendications, rejoignez-nous
Piquet de protestation
commun de l'OGBL et du LCGB



Vendredi 22 novembre | 10h30

Ministère des Finances | Place Clairefontaine, Luxembourg-Ville